

Le pouvoir aux travailleurs

11 NOVEMBRE 2023

N° 299

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière



Massacre de la population de Gaza par l'armée israélienne avec la complicité de l'impérialisme :
1,5 million de déplacés sur 2.3 millions / 11 000 personnes tuées, dont plus de 4000 enfants

Éditorial

ISRAËL – PALESTINE

C'EST L'IMPÉRIALISME QUI EST RESPONSABLE DE LA SITUATION AU MOYEN ORIENT !

Page 3-4

PAYER POUR SE FAIRE
EXPLOITER, UNE LUTTE
QUOTIDIENNE POUR LES
TRAVAILLEURS

Page 6

NUTRI FOOD : UN VOL
MANIFESTE

Page 7-8

LA MAIRIE DE PORT-BOUËT
OUVRE UN BUREAU D'ÉTAT
CIVIL À ADJAHUI-COUBÉ.
QU'EN EST-IL DU
RAMASSAGE DES
ORDURES ?

Page 13

| <u>SOMMAIRE</u> | PAGES |
|--|---------|
| <u>ÉDITORIAL :</u> | |
| - ISRAËL – PALESTINE C'EST L'IMPÉRIALISME QUI EST RESPONSABLE DE LA SITUATION AU MOYEN ORIENT ! | 3 - 4 |
| <u>LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS :</u> | |
| - DÉGRADATION CONTINUE DU NIVEAU DE VIE DES TRAVAILLEURS..... | 5 - 6 |
| - PAYER POUR SE FAIRE EXPLOITER, UNE LUTTE QUOTIDIENNE POUR LES TRAVAILLEURS..... | 6 |
| - ABOBO-DOUMÉ : À QUI PROFITE CETTE INJUSTICE ?..... | 7 |
| - NUTRI FOOD : UN VOL MANIFESTE..... | 7 - 8 |
| - ZENITH : INCENDIE RAVAGEUR, TEL UN AVERTISSEMENT..... | 8 |
| <u>LEUR SOCIÉTÉ</u> | |
| - AFFRONTLEMENTS INTERCOMMUNAUTAIRES DANS LE DÉPARTEMENT DE GAGNOA..... | 9 |
| - « INTERNET-ARAIGNÉE » : L'ÉTAT VEUT RANÇONNER LES PLUS PAUVRES..... | 9 |
| - « LES DOZOS À L'ÉCOLE DES DROITS DE L'HOMME » ? AUTANT EN RIRE ! | 9 - 10 |
| - QUAND LES ORGANISATIONS PATRONALES FONT LEUR CINÉMA !..... | 10 |
| - LUTTE CONTRE LA CORRUPTION : IL Y EN A QUI NE MANQUE PAS D'IDÉE POUR FAIRE DU VENT !..... | 10 - 11 |
| - LE MAGOT POUR LES RICHES, « DE L'ESPOIR » POUR LES PAUVRES !..... | 11 |
| - INSÉCURITÉ À ABOBO DERRIÈRE RAILS..... | 11 - 12 |
| - LA SORCELLERIE, UNE CROYANCE ANCIENNE QUI NE DEVRAIT PLUS ÊTRE À L'ORDRE DU JOUR | 12 |
| - DES ÉGOUTS À CIEL OUVERTS, JUSQU'À QUAND ?..... | 12 |
| - LA MAIRIE DE PORT-BOUËT OUVRE UN BUREAU D'ÉTAT CIVIL À ADJAHUI-COUBÉ. QU'EN EST-IL DU RAMASSAGE DES ORDURES ? | 13 |

ISRAËL – PALESTINE
C'EST L'IMPÉRIALISME QUI EST RESPONSABLE
DE LA SITUATION AU MOYEN ORIENT !

Après un peu plus d'un mois de bombardements massifs opérés par l'armée israélienne, la ville de Gaza qui était déjà une prison à ciel ouvert, s'est transformée en cimetière à ciel ouvert. Cette ville n'est plus qu'un champ de ruines et de dévastation. Même les hôpitaux, les écoles ou les camps de réfugiés sont bombardés sous prétexte qu'ils abritent les hommes du Hamas. En un mois, le nombre de morts a déjà dépassé 10 000 dont plus de 4 000 enfants auxquels il faut ajouter plus de 25 000 blessés.

Les 2,3 millions d'habitants qui vivent à l'intérieur de la Bande de Gaza, (long d'environ 40 kilomètres, large de 6 à 12 km) sont coincés entre la mer et un mur de béton construit par l'État israélien. Le blocus est total : les hôpitaux ne peuvent plus soigner les blessés et les malades, l'eau potable est devenue si rare que certains meurent de soif ou de maladies causées par les eaux souillées, la nourriture y est quasi introuvable.

Les dirigeants des pays occidentaux, ceux des États-Unis en tête, si prompts à dénoncer le non-respect des droits de l'homme lorsqu'il s'agit de la Russie, de la Chine, de Cuba ou d'un pays qui n'accepte pas leur dictat, ferment les yeux devant les horreurs commises par l'État d'Israël. Ils arment et soutiennent cet État car il leur sert de base géostratégique avancée dans cette région du Moyen Orient si riche en pétrole et en pétrodollars. La création même de l'État d'Israël est issue de ce besoin de dominer cette région. Aujourd'hui, après un mois de bombardement, ils font mine de demander du bout des lèvres une « *pause humanitaire* » pendant qu'une population entière est en train de mourir devant leurs yeux.

La plupart des dirigeants des pays africains se sont alignés, tels des valets, derrière les dirigeants du monde impérialiste. Ouattara en Côte d'Ivoire et Macky Sall au Sénégal se sont particulièrement distingués par leur quasi-mutisme, eux qui sont si prompts à dénoncer le « *non-respect de la constitution* » par les juntes qui ont pris le pouvoir au Mali, Burkina, Niger et Guinée. Certains dirigeants africains ont même demandé à la Cédéao de sanctionner financièrement les putschistes et de les combattre militairement pour les contraindre à remettre le pouvoir aux présidents déchus. Mais en ce qui concerne la violation du droit à la vie du peuple palestinien, c'est motus et bouche cousue. Macky Sall a même fait interdire une manifestation en faveur des Gazaouis.

L'une des raisons de leur quasi-mutisme et de leur alignement sur la politique des dirigeants des puissances occidentales est que leur survie politique dépend en premier lieu de la protection bienveillante de ces mêmes dirigeants impérialistes. Ouattara n'a pas oublié que c'est grâce à l'appui de l'armée française qu'il est parvenu au pouvoir en 2011. Celle-ci est toujours présente sur le sol ivoirien et veille sur son poulain.

Macky Sall bénéficie aussi de la présence d'une base militaire au Sénégal. Ces deux pays constituent jusqu'à nos jours le pré-carré de l'impérialisme français en

Afrique de l'Ouest. En échange de leur fidélité à l'ancienne puissance coloniale, les dirigeants de ces pays bénéficient d'une protection et reçoivent quelques miettes du pillage de leurs ressources naturelles, de l'exploitation des travailleurs et des petits paysans de leur pays par les grandes firmes françaises et autres.

Une autre raison qui les pousse à la prudence, c'est qu'ils craignent d'être débordés par la colère de leurs propres populations au cas où elles seraient encouragées à sortir dans la rue pour protester contre le sort de la population gazaouie. Ouattara, Macky Sall et bien d'autres dirigeants africains savent que la colère populaire risque de se retourner contre eux, contre la cherté de la vie, contre les bas salaires, contre la corruption qui gangrène leur appareil d'État, contre les détournements de fonds par les dirigeants au pouvoir, contre la dilapidation de l'argent de l'État dans des réalisations de prestige pour satisfaire leur boulimie mégalomane, etc.

Certes, ce qui se passe à Gaza actuellement peut être ressenti par une partie de la population africaine comme quelque chose de lointain par rapport à leurs préoccupations immédiates et urgentes. Les travailleurs doivent faire face à toutes sortes de privations pour survivre. Chaque jour est comme une montagne à gravir : il y a le chômage, les bas salaires, la flambée des prix, les loyers chers, les frais de scolarité toujours en hausse, etc. C'est pour fuir cette misère dont ils ne voient pas la fin, que de nombreux jeunes et moins jeunes issus des couches populaires quittent leur pays en bravant la mer à bord de frêles embarcations pour tenter leur chance dans les pays riches.

En ce moment, dans de nombreux pays africains il y a des populations qui vivent les horreurs de la guerre. C'est le cas au Soudan, au Congo (RDC), en Érythrée, au Mali et ailleurs, mais leur sort ne préoccupe pas les dirigeants impérialistes tant que leurs intérêts ne sont pas menacés. Rien qu'au Congo (RDC), depuis l'éclatement de la guerre entre bandes rivales en 1996 jusqu'à nos jours, il y aurait déjà entre 6 et 10 millions de morts et près de 7 millions de « *déplacés* » à l'intérieur du pays. Les dirigeants impérialistes à la recherche des terres rares que recèle ce pays, s'en accommodent très bien en utilisant les bandes armées pour faire trimer les travailleurs et parfois des enfants, et collecter la production de ces ressources minières à leur profit.

Au Sénégal et en Côte d'Ivoire, les travailleurs et les petits paysans ne vivent pas actuellement sous les bombardements comme à Gaza ou sous la terreur des bandes armées, mais ils crèvent quand même de la misère engendrée par le système capitaliste. Ce système profite en premier lieu à la grande bourgeoisie impérialiste.

Ce sont les États protecteurs des intérêts de cette grande bourgeoisie internationale, les USA en tête, qui protègent et arment l'État israélien et qui commettent à travers lui les atrocités sur la population gazaouie. Ce sont des ennemis de tous les travailleurs du monde entier. Ce sont eux et leur système qui sont responsables de la misère aux quatre coins du monde. Pour libérer le monde de leur barbarie, les travailleurs auront à s'organiser politiquement et à s'armer pour les renverser. C'est alors seulement que le monde sera véritablement gouverné fraternellement, dans la liberté et la paix entre les peuples.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

DÉGRADATION CONTINUE DU NIVEAU DE VIE DES TRAVAILLEURS

Aujourd'hui en Côte d'Ivoire, le salaire minimum a été fixé à 75.000 F par l'État depuis le mois de janvier de cette année. S'y ajoute une prime de transport de 30.000 F. Bien que dérisoire, beaucoup d'employeurs notamment dans les petites entreprises, ne respectent pas ce minimum.

Dans les zones industrielles d'Abidjan et sur les chantiers, le revenu moyen des ouvriers varie en moyenne entre 90.000 F et 150.000 F net mensuel. Mais avec cette somme il est impossible de faire face aux dépenses du mois. Surtout que depuis longtemps tous les prix flambent.

À Abidjan, le loyer d'un logement de 2 pièces se négocie entre 30.000 F et 60.000 F dans les quartiers ouvriers en fonction de l'emplacement. Pour le transport, les ménages à Abidjan consacrent en moyenne 20 à 30% de leurs revenus. À cela s'ajoutent les dépenses de nourriture qui ne cessent de prendre des proportions avec l'envolée continue des prix des denrées de premières nécessités ces dernières années.

Pour faire face à cette situation, les travailleurs se débrouillent comme ils peuvent. Par exemple, se loger dans des quartiers de plus en plus en périphérie pour économiser sur le loyer, faire totalement ou en partie à pieds le trajet pour se rendre au boulot et économiser ainsi sur le prix du transport. Quand le boulot est trop éloigné du lieu d'habitation, ils se

mettent à plusieurs pour sous-louer des baraques dans les environs de l'entreprise. Ou bien ils s'arrangent pour squatter des recoins au sein de l'entreprise et ne rentrent chez eux que le weekend. Ce phénomène qui n'avait cours que chez les journaliers et les saisonniers, prend de plus en plus d'ampleur chez les ouvriers dits embauchés. C'est le cas, par exemple, à Filtisac, entreprise située entre Abobo et Adjamé et qui est considérée comme l'une des plus importantes du pays.

Beaucoup de travailleurs prennent un deuxième boulot. Certains se transforment en tenancier d'échoppe, d'autres en chauffeur de taxi ou de tricycle, veilleur de nuit, etc. À l'exemple de ce vigile devant une entreprise de Yopougon payé autour de 90.000 F et qui pendant son service, fait aussi du « *djossage de Nama* », en aidant les automobilistes à bien manœuvrer pour se garer ou pour sortir du stationnement. Cela lui rapporte entre 1000 F et 1500 F par jour, soit la moitié de son salaire journalier de vigile.

Malgré ça, le salaire ne suffit même pas pour faire face aux charges mensuelles fixes de la famille. Alors quand les maladies, les accidents, les décès ou même la scolarité des enfants s'y ajoutent, on ne sait plus où donner de la tête. Beaucoup ont alors recours à l'endettement.

Pourtant, les travailleurs payés, même au SMIG, font quelque fois figure de privilégiés, sachant que la

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

grande majorité de la population ivoirienne travaille dans le secteur informel où le revenu est irrégulier et incertain.

Les autorités et les riches

Chantent que la vie est rose dans ce pays. Pour eux, assurément, mais pas pour les travailleurs dont le quotidien est fait de privations et de sacrifices.

PAYER POUR SE FAIRE EXPLOITER, UNE LUTTE QUOTIDIENNE POUR LES TRAVAILLEURS

Le marché de l'emploi dans les zones industrielles devient de plus en plus compétitif non pas sur le plan de la qualification, de la compétence ou du diplôme du travailleur mais sur le critère de la quantité d'argent qu'il faut mettre sur la table pour corrompre le petit chef recruteur.

Dans la zone industrielle de Koumassi, un ouvrier raconte : *« je dois être présent avant 6 heures du matin devant une usine. Nous sommes des dizaines à attendre le responsable qui arrive à 7h pour choisir ceux d'entre nous que son patron va exploiter pour la journée. La journée de travail va de 8h à 12h selon les entreprises. On se bouscule pour être plus proche du recruteur avec parfois un sourire aux lèvres, ou on bombe notre poitrine pour lui montrer que nous sommes aptes. Ceux qui n'ont pas été recrutés retournent à la maison pour revenir une prochaine fois. Ce qui est révoltant, c'est que tu peux travailler aujourd'hui et le lendemain ne pas être repris. Pour obtenir du travail et subvenir aux charges quotidiennes de la maison, c'est plus que le parcours du combattant. Même si on en trouve, le salaire est tellement insuffisant que nous vivons à crédit. À*

l'usine, c'est la chaleur, on se croirait dans une prison. Il y a des usines où tu n'as pas le droit de causer. Si par malheur le patron te surprend en train de parler il te met dehors sans payer ta journée. Il y a aussi les fréquents accidents dont les frais de soins sont à notre charge ».

Dans la zone industrielle de Yopougon certains petits chefs chargés du recrutement escroquent ceux qui sont à la recherche d'emploi. On doit leur payer 50.000 Fr pour être recruté pour une période de 6 mois non renouvelable. Ce genre de pratique gagne du terrain sur le marché de l'emploi.

Nous les travailleurs, nous ne pouvons pas attendre du gouvernement qu'il mette fin au système du travail journalier ou aux contrats précaire. Au contraire, il ne fait que défendre ce qui favorise le plus nos exploiters. Ce système occasionne une concurrence entre nous les travailleurs tandis que les capitalistes profitent du chômage de masse pour nous exploiter davantage. C'est à nous de nous défendre ensemble face à ces rapaces et ces parasites.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

ABOBO-DOUMÉ : À QUI PROFITE CETTE INJUSTICE ?

Le vendredi 20 octobre, tard dans la nuit, les agents de Sodéci-Cie ont débarqué au village, accompagnés d'un Cargo rempli de plusieurs gendarmes. Comme ils ont l'habitude de le faire dans les quartiers populaires, ils ont fracassé les portes des gens qui dormaient paisiblement. Réveillés en sursaut, vous êtes automatiquement embarqués en direction de la préfecture de police. Ensuite, on vous accuse de fraude sur l'eau ou l'électricité. Cette nuit-là, c'est une soixantaine de personnes, femmes et hommes qui ont été interpellés.

Le comble c'est que chaque personne arrêtée a eût à payer la somme de 750 000 francs pour être libérée. Mais après avoir payé cette somme si gigantesque pour ces familles démunies, celles-ci se retrouvent toujours sans compteur d'eau ni d'électricité alors qu'elles les ont payés.

Voici le récit d'une vieille maman qui raconte le calvaire des siens :

« Nous avons demandé des compteurs d'électricité depuis longtemps . La CIE nous a

recommandé de bâtir des niches qui abriteront les compteurs. Mais jusqu'à présent ces compteurs ne sont pas venus.

Quand quelques rares compteurs arrivent, ils sont vendus à prix d'or de 90 000 francs le compteur. N'ayant pas les moyens, nous ne pouvons que nous associer sur des compteurs et payer la facture ensemble. C'est ce que la Cie-Sodéci ne veut pas entendre et appelle cela « branchements parallèles ». Cette nuit, durant la traque, un homme a réussi à s'échapper en laissant derrière lui sa famille. Sa femme voulant se sauver a sauté de l'étage et elle a eu des fractures et blessures graves. Aujourd'hui, elle est hospitalisée au CHU de Cocody. Depuis cet évènement, toute la population vit avec la peur au ventre ».

On se demande où va cet argent que les agents de Cie-Sodéci et la gendarmerie font payer aux populations et pourquoi ces descentes musclées ont-elles lieu si tard dans la nuit dans les quartiers précaires si ce n'est pour terroriser et voler les petites gens.

NUTRI FOOD : UN VOL MANIFESTE

Les 02 et 03 Novembre derniers, les travailleurs de Nutri Food, une usine alimentaire située dans la zone industrielle de Yopougon, ont fait une « opération bandeau rouge » pour

protester contre le non-paiement aux travailleurs journaliers de l'augmentation 15 000 Fr par mois qui devait se répercuter sur leur salaire, du fait que le SMIG est passé à 75.000 Fr.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Pendant ces deux jours, la grande majorité des travailleurs (embauchés comme journaliers) ont porté un bandeau rouge à la tête pour afficher de manière visible leur mécontentement devant ce vol.

C'est depuis le début de l'année que cette augmentation devait être effective. Jusque-là, malgré les protestations, la direction s'entête à ne pas l'appliquer. Les travailleurs attendent maintenant de voir avant de

décider de la suite à donner à leur mouvement.

Déjà, on peut dire que cette solidarité manifestée par les travailleurs embauchés avec leurs camarades journaliers est en elle-même déjà une petite victoire. Elle ouvre des perspectives pour les luttes futures qui surviendront tôt ou tard, tant l'exploitation et les injustices sont criantes.

ZENITH : INCENDIE RAVAGEUR, TEL UN AVERTISSEMENT

Un grave incendie a ravagé l'usine ZENITH, une entreprise de plastique dans la zone industrielle de Yopougon le 29 Octobre. L'incendie était tellement fort qu'on pouvait apercevoir la fumée à plusieurs kilomètres à la ronde. Les sapeurs-pompiers ont mis des heures pour éteindre le feu. Heureusement que cet incendie s'est déclaré un dimanche. Par chance, il n'y a pas eu de victime.

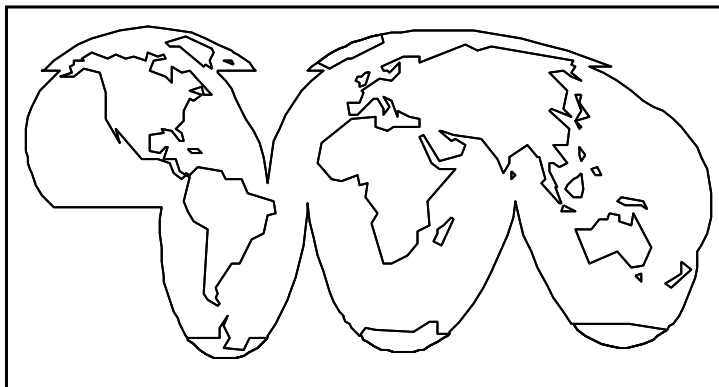
Cette entreprise est connue pour fouler aux pieds les règles les plus élémentaires en matière de sécurité. Les ouvriers travaillent dans

des conditions déplorables, sans réelle protection.

Dans cette zone industrielle, il n'y a pas de caserne de sapeurs-pompiers. Pourtant des incendies de ce genre et d'autres sinistres sont monnaie courante. De plus, des habitations de travailleurs se trouvent à proximité et sont à chaque fois en grand danger.

C'est à croire que le pouvoir public a d'autres chats à fouetter plutôt que de s'occuper de la sécurité des travailleurs et de leurs familles.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

AFFRONTEMENTS INTERCOMMUNAUTAIRES DANS LE DÉPARTEMENT DE GAGNOA

Le jeudi 26 octobre 2023, il y a eu des affrontements entre les communautés bété et baoulé dans le département de Gagnoa, précisément à Dougroupalégnoa. Il y aurait eu 2 morts, 4 blessés et plusieurs infrastructures détruites selon les informations communiquées par la gendarmerie

À l'origine, un vol commis par un individu. De représailles en expéditions de vengeance, cela s'est transformé en règlements de comptes à coup de

machettes et de fusils entre communautés.

Ce genre de situation est récurrent dans le pays et aucune région n'est épargnée. Cela prend plus d'ampleur à l'approche des échéances électorales du fait que les différents clans politiques en compétition n'hésitent pas à chevaucher sur les clivages ethniques, tribaux ou communautaires pour accéder à la mangeoire.

« INTERNET-ARAIGNÉE » : L'ÉTAT VEUT RANÇONNER LES PLUS PAUVRES

Dans les quartiers populaires, tous n'ont pas les moyens de se payer la connexion internet. Pourtant, avec le développement des réseaux sociaux, des téléphones en ligne et autres « universités virtuelles », le besoin de « data » devient une nécessité quotidienne. Pour répondre à ce besoin, il s'est développé le phénomène de « l'internet araignée ». Cela consiste pour des particuliers à établir une connexion internet auprès d'un fournisseur officiel et de le commercialiser à travers un réseau wifi

local.

L'État, à travers son organe de régulation des télécommunications, l'ARTCI, veut pénaliser cette activité. Désormais, ceux qui s'y adonnent encourent une peine d'emprisonnement de 3 ans, assortie d'une amende de 1 à 100 millions.

Tout est fait pour que les gros fournisseurs d'internet qui pratiquent des tarifs prohibitifs s'en mettent encore plus dans les poches, quitte à écraser ceux qui essaient de survivre !

« LES DOZOS À L'ÉCOLE DES DROITS DE L'HOMME » ? AUTANT EN RIRE !

Les Dozos, sont connus pour être des chasseurs traditionnels. En Côte d'Ivoire, ils se sont surtout illustrés pour avoir servi le couple Soro-Ouattara à combattre les Fds de

Gbagbo et aidé au renversement de ce dernier en 2010.

Il y a de quoi s'écrouler de rire d'apprendre que le CNDH (le Conseil National des Droits de l'Homme) a

L E U R S O C I E T E

organisé à leur attention une formation pour leur faire comprendre « *les principes des droits de l'homme* ». On peut imaginer que derrière ce genre de « *formation* » se cache plutôt de quoi boire et manger pour les principaux responsables aussi bien du côté CNDH que des Dozos.

Ce n'est certainement pas pour rien que du côté des Dozos il existe deux appareils concurrents : le « *Codoz-Ci* » dont est membre le député de Boundiali et le « *Fenacodoci* ».

Comme l'appétit vient en mangeant, ce député de Boundiali qui se dit lui-même être un dozo, a

annoncé qu'il compte introduire un projet de loi à l'Assemblée nationale pour une « *reconnaissance officielle* » des Dozos.

Qui sait, il peut toujours penser que le pouvoir en place après avoir officialisé le pouvoir de la chefferie traditionnelle, dont les responsables parquent dans des gros 4x4, en fera autant avec les responsables des Dozos.

À moins que ceux qui prétendent représenter les Dozos se positionnent pour les élections de 2025, en proposant leur service au plus offrant, comme feu Prigogine avec ses combattants « *Wagner* ».

QUAND LES ORGANISATIONS PATRONALES FONT LEUR CINÉMA !

Des organisations patronales organisent tous les deux ans un forum pour disserter sur la « *santé au travail* ». La prochaine édition se tiendra à Abidjan, avec 1000 participants prévus.

À cette occasion, l'un des organisateurs, en la personne d'un PDG d'une importante entreprise de manutention de Côte d'Ivoire, a déclaré : « *en tant qu'entrepreneur, notre souhait est d'avoir au sein de nos entreprises un personnel qui est bien portant* ».

C'est peut-être pour avoir un personnel bien portant que les entreprises paient un salaire si bas que les travailleurs ne peuvent même pas se nourrir, se loger et se soigner normalement ? Souvent, même pour rentrer chez eux tous les jours c'est un problème !

Cette troisième édition à Abidjan aura pour thème : « *une seule santé* ». À n'en pas douter, la santé des capitalistes ainsi que celle de leurs affaires !

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION : IL Y EN A QUI NE MANQUE PAS D'IDÉE POUR FAIRE DU VENT !

En côte d'Ivoire, il y a maintenant un organisme intitulé « *Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance* ».

Lors d'un atelier de travail, leurs « *experts* » ont planché sur la « *prévention de la corruption* ». Ainsi quatre administrations ont été ciblées :

le « *Guichet Unique du Foncier* », la « *Direction Générale des Douanes* », la « *Direction des Concours d'État* » et le « *Ministère de la Fonction Publique* ».

Comme on le dit, il n'y a pas de fumée sans feu. Et s'il y a une « *Haute autorité pour la bonne gouvernance* »,

L E U R S O C I E T E

c'est qu'il doit bien exister des « *Hautes autorités pour la mauvaise gouvernance* ». Les belles voitures et les belles villas à Abidjan, ça ne tombe quand même pas du ciel !

En tout cas, le Président de cette « *Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance* », Epiphane Zoro Bi Ballo, a prêté serment. Il a « *juré* » remplir ses fonctions « *avec honnêteté, impartialité, intégrité, etc, dans le*

respect de la Constitution, des lois et règlements de la République ». Eh bien voilà ! S'il suffit de « *juré* » pour arrêter la corruption dans ce bas monde, alors point besoin d'expert !

Autrement, il leur faudra bien penser un jour à ajouter une autre « *Haute autorité* » au-dessus de celle-ci, pour la contrôler à son tour, et ainsi de suite !

LE MAGOT POUR LES RICHES, « *DE L'ESPOIR* » POUR LES PAUVRES !

Le « *Rotary Club Abidjan Golf* » est une association d'exploiteurs et de riches en tout genre. De l'argent, ses membres n'en manquent pas. Alors, pour se faire bien voir, par exemple, en vue d'élections futures ou pour d'autres de se donner bonne conscience, ils organisent de temps en temps des œuvres de bienfaisance. En somme, ils exploitent les travailleurs et les maintiennent dans la misère d'un côté et font la charité de l'autre.

C'est ainsi que le Rotary vient d'organiser un gala pour collecter des fonds auprès de ses membres. Le thème du jour lui-même est bien évocateur : « *créons de l'espoir dans le*

monde ». Mais de l'espoir seulement, ça fait vivre qui ?

À cette occasion, l'un de ses membres, en la personne du Président de l'Assemblée Nationale Adama Bictogo, a été distingué pour avoir ainsi décaissé 200 millions de francs à lui tout seul depuis 2020. Ce qui lui fait 6 millions de dons tous les mois durant trois ans ! Même s'il a déclaré avoir placé cette distinction « *sous le signe de la générosité du cœur et du don de soi* », il est bien connu que ces gens-là savent récupérer au centuple ce qu'ils cèdent d'une main.

Mais on aurait surtout aimé qu'il explique comment il a fait pour gagner autant d'argent !

INSÉCURITÉ À ABOBO DERRIÈRE RAILS

Dans la semaine du 23 au 29 octobre il y a eu une bagarre à la machette entre des dealers de drogue sur une question de territoire. Suite à cela, dans la même semaine, la gendarmerie a fait une descente musclée dans le quartier et a effectué plusieurs arrestations.

Depuis un certain temps, des fumoirs ont envahi le quartier Sagbé. Des jeunes du quartier y vendent de la drogue. Ce qui inquiète les habitants,

c'est le problème d'insécurité qui est lié à cette activité. Aujourd'hui, beaucoup de jeunes s'adonnent à cette pratique car il n'y a pas de travail et le chômage est de plus en plus important.

Les gens pensent à juste raison que le fait d'envoyer les forces de répression pour des rafles et des arrestations ne va pas résoudre le problème tant que la misère et le chômage persistent.

L E U R S O C I E T E

Pour mettre fin à ce phénomène, il faut changer ce système capitaliste pourri qui engendre

la misère et le chômage et qui est à la base de tous les maux de la société.

LA SORCELLERIE, UNE CROYANCE ANCIENNE QUI NE DEVRAIT PLUS ÊTRE À L'ORDRE DU JOUR

En octobre dernier, un instituteur d'un établissement privé est décédé des suites d'une « *courte maladie* », on ne sait pas laquelle. Mais pour sa famille, des amis et des gens de son village, sa mort ne peut être due qu'à un acte de sorcellerie. Alors, ils ont décidé de porter son cercueil pour disent-ils « *attraper ses tueurs* ». Sa mère, son grand-frère et son oncle ont été désignés coupables. Sachant ce qui les attendait, ils ont heureusement pu s'enfuir, avant que la barbarie ne s'abatte sur eux. Des faits de ce genre sont malheureusement encore monnaie courante de nos jours.

Au XXI^{ème} siècle, à l'heure d'internet et de l'intelligence artificielle, croire encore en la sorcellerie et aux pratiques occultes, c'est vraiment absurde. Avec le développement de la science, on ne devrait plus avoir

besoin de la sorcellerie pour expliquer les causes d'une maladie ou d'un décès.

Ces journalistes qui véhiculent ces idées d'un autre temps le savent. Ce qui tue, ce n'est pas une quelconque « *sorcellerie* » mais bien la misère, l'absence de structures médicales dignes de ce nom, etc. Ce sont aussi les bas salaires et les mauvaises conditions de vie et de travail.

Les riches et les autorités, eux sont bien placés pour le savoir. Mais le fait de laisser véhiculer toutes sortes d'idées obscurantistes les arrange. Ils déplacent ainsi la colère des pauvres vers des impasses pendant qu'ils profitent de la richesse produite grâce à l'exploitation et à l'oppression de la grande majorité.

DES ÉGOUTS À CIEL OUVERTS, JUSQU'À QUAND ?

Dans la zone industrielle de Yopougon plusieurs regards d'égouts sont sans couvercles. C'est dangereux pour les passants. À la moindre inattention, un piéton peut y tomber et se tuer quand il pleut et que les rues

sont inondées. Mais les riches sont véhiculés et ne risquent pas de se casser une jambe. Eux et les autorités peuvent donc continuer à ignorer l'existence de ce danger pour les piétons.

L E U R S O C I E T E

LA MAIRIE DE PORT-BOUËT OUVRE UN BUREAU D'ÉTAT CIVIL À ADJAHUI-COUBÉ. QU'EN EST-IL DU RAMASSAGE DES ORDURES ?

La Mairie de Port-Bouët a inauguré en grandes pompes le 8 novembre un bureau d'état civil à Adjahui-Coubé. Il servira à enregistrer les 300 naissances recensées parait-il chaque mois et permettra de répondre au fait qu'une naissance sur quatre ne serait pas déclarée à la mairie.

C'était l'occasion pour les représentants de la Mairie de dire qu'Adjahui-Coubé sort enfin de sa « *léthargie* », que le développement est en marche, etc.

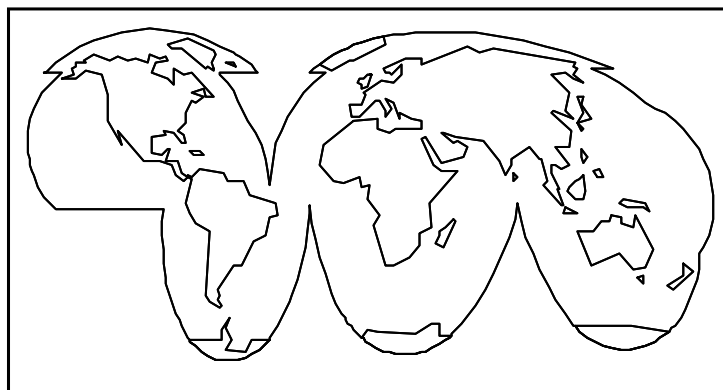
Un bureau d'état civil, ce sont des recettes engrangées par la municipalité du fait que les papiers délivrés ne sont pas gratuits. Donc, elle peut considérer la création de ce service comme une affaire rentable !

Mais les habitants auraient plutôt voulu être plus fréquemment débarrassés des tas d'immondices qu'on aperçoit un peu partout dans les différents quartiers ! La lagune aux alentours est devenue un vrai dépotoir faute de mieux !

Les habitants auraient aussi voulu que les autorités donnent des subventions aux différentes écoles de ce village qui ont bien besoin de financements, de même que pour réparer les rues mal éclairées ou impraticables.

Mais la seule chose qui préoccupe les politiciens lorsqu'ils font semblant de s'intéresser à nous c'est d'obtenir nos votes à l'approche des élections. Pour le reste du temps, ils nous méprisent comme des pestiférés.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.